

CNAS 5 avril 2017

finances Solidaires



Déclaration liminaire

Le CNAS qui se tient ce 5 avril 2017 est le dernier d'un quinquennat qui va s'achever dans quelques semaines et qui aura été un désastre sur le plan social.

Six millions de chômeurs, neuf millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, la paupérisation des populations, un manque toujours criant de logements sociaux, des services publics désorganisés, au bord de l'asphyxie, de plus en plus absents et pour couronner le tout, une réforme territoriale non aboutie, aux contours incertains, qui laisse présager le pire.

Tel est l'état de notre pays en 2017 !

Osons le dire, nous vivons désormais dans un pays où se creusent les inégalités. Les politiques menées par les gouvernements successifs conduisent à la précarisation croissante des populations, accentuée encore par les conséquences d'une loi travail contestable et contestée, qui a pour objectif principal le dé-tricotage du code du travail, rendant ainsi les salariés plus vulnérables. Ces politiques, en désespérant les citoyens, ont conduit inévitablement à faire le lit d'un extrémisme de rejet. Le Ministère des Finances n'échappe pas à cette machine à broyer qui s'est mise en place au fil des ans.

Suppression ininterrompue d'emplois dans toutes les directions du Ministère, restructurations permanentes, disparitions de missions, blocage des salaires depuis 7 années, 12 % de pertes cumulées de pouvoir d'achat depuis 2010, mise en place du PPCR et du RIFSEEP faisant disparaître la reconnaissance de la spécificité du Ministère, tel est le bilan de ce quinquennat à Bercy.

La CCRF se trouve désormais écartelée entre les DDI et les DIRRECTE, les agents de l'Industrie tentent d'exercer leurs missions tant bien que mal dans différents ministères alors que le ministère de l'industrie et son secrétariat ont totalement disparu, l'INSEE, la Douane et la DGFIP tentent de survivre malgré des disparitions de pans entiers de leurs missions. La fraude fiscale et les contrefaçons en tous genres ont encore un bel avenir, au mépris de la sécurité des citoyens.

Quant à la GUYANE, MAYOTTE et tous les départements d'outre-mer, ils sont les grands oubliés de la République. La continuité territoriale censée s'appliquer n'est qu'un mot vide de sens. Le chômage y atteint des taux inégalés, les difficultés d'existence y sont avérées et la violence est quotidienne. Tous ces éléments rendent légitimes une révolte et des revendications auxquelles notre fédération apporte son soutien.





Nous reviendrons sur ce sujet au cours de ce CNAS dans la mesure où l'action sociale dans les DOM et à MAYOTTE fait partie de l'ordre du jour. L'action sociale n'échappe pas à la politique d'austérité suivie par Bercy avec un budget qui a subi en 2016 et en 2017 des restrictions sans précédent.

Rappelons que la subvention à ALPAF a été purement et simplement annulée en 2016 et pour 2017 elle a encore été amputée de quelques millions d'€.

Par ailleurs, si la subvention destinée à la MGEFI a été ramenée à 4 millions d'€ en loi de Finances pour 2017, aucune compensation sur les autres postes de dépenses où les besoins sont criants, par exemple les places de crèches, n'a été effectuée.

Nous sommes d'ailleurs toujours dans l'attente depuis plus d'un an d'une réunion destinée à élaborer un budget d'action sociale en lien avec les besoins des agents.

Mais *Solidaires Finances* se refuse à prioriser une action sur une autre et si le Secrétariat Général s'obstine dans sa position de réaliser les actions dans un budget constant, cela augure mal du dialogue social à venir.

Il y a toujours des besoins en matière de gardes d'enfants qui ne seront pas résolus par des saupoudrages de CESU de toute nature.

Les besoins en logements sociaux existent toujours en Île-de-France mais aussi dans les zones à forte tension immobilière.

Les recrutements à la DGFIP et à la Douane sont importants et ALPAF doit également tenir compte du fait que, désormais, les agents nouvellement affectés seront bloqués sur leur poste pour 3 ans.

Il faut donc envisager que les demandes de logements vides seront en augmentation et qu'ALPAF doit être en capacité d'y répondre.

Sur la restauration, vous avez voulu concrétiser les échanges que nous avons eus lors du groupe de travail du 1er mars par une note d'accompagnement des restaurants financiers à destination des présidents de CDAS.

Alors, à propos de cette note, je vous dirai ceci : « Savoir écouter, c'est posséder, outre le sien, le cerveau des autres ». Cette maxime de Léonard de Vinci semblerait vous échapper, car lors du

CNAS de décembre 2016 et lors du GT du 1er mars, *Solidaires Finances* avait suggéré et exigé qu'en cas d'éventuelles fermetures de restaurants administratifs, les CHSCT soient consultés.

Que nenni ! Non seulement vous ne nous avez pas écoutés mais vous ne nous avez pas non plus entendus !

Certes, vous écrivez du bout des doigts « consultation des instances » mais ça ne suffit pas.

La qualité DU travail et la qualité AU travail sont liées aux conditions de vie des agents et relèvent donc du domaine du CHSCT.

Nous savons que l'art de la répétition est une pédagogie mais à ce niveau, cela devient de la démagogie.

Vous pouvez nous reprocher d'être une force d'opposition mais comme nous n'avons pas été entendus comme force de proposition, nous entrons donc dans une ère de résistance bien évidemment contraire à celle de résilience.

Nous reviendrons sur ce sujet lors de l'examen de ce projet de note qui par ailleurs est pleine de bonnes intentions. Malheureusement, nous avons encore un contre exemple d'une structure de restauration remise en cause et dans laquelle le dialogue social est une fois de plus bafoué.

Nos deux experts ici présents vous en parlerons le moment venu.

